

Budget : François Bayrou sort la tronçonneuse

Lors de son allocution du 15 juillet préfigurant les grandes orientations du débat budgétaire 2026 (et même celles des années suivantes !), le Premier ministre a tiré à boulets rouges sur le modèle social français, hérité de la Libération, force de notre pays et principal levier de sa solidarité, sacrifié sur l'autel du réarmement et de choix budgétaires mortifères.

Affaiblir les services publics, cibler les chômeur.ses, les retraité.es, les classes populaires et les malades, mettre à contribution celles et ceux qui travaillent mais jamais ni le patronat ni les actionnaires ni les plus riches : François Bayrou s'inscrit dans les pas d'Emmanuel Macron et de la « politique de l'offre » menée depuis 2017. Pourtant, le dogme de la non-augmentation des impôts des plus fortuné.es et les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises ont creusé les déficits, augmenté la dette et aggravé les crises sociales et écologiques. Aujourd'hui, la pauvreté et les inégalités sont à leur plus haut niveau depuis trente ans. S'obstiner dans cette voie, ce serait faire basculer le pays dans un marasme social sans précédent et durable, aux conséquences démocratiques dangereuses.

La fonction publique est la première visée, avec l'annonce de la suppression de 3000 emplois, plus 1000 à 1500 dans les opérateurs de l'État et le retour de coupes claires systématiques et aveugles avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027, auxquels s'ajoute le refus de toute mesure salariale générale ou catégorielle.

Alors que la crise d'attractivité des carrières et métiers de la fonction publique hypothèque aujourd'hui la possibilité même d'assurer les missions des services publics, le Premier ministre ferme la porte à toute réponse aux premières préoccupations des agent.es, leurs rémunérations, leurs conditions de travail, leurs missions. Cette politique dégradera encore le service rendu aux usagers et usagères.

La protection sociale l'est tout autant. Les retraité.es sont lourdement mis.es à contribution, notamment avec la désindexation des pensions et le remplacement de l'abattement de 10 % par un système forfaitaire. Les différentes mesures pour l'Assurance maladie font toutes porter la responsabilité et l'effort sur les malades, sans aborder la nécessaire question du financement ni des besoins de la population. Le maintien de l'austérité en direction des collectivités territoriales impacte notamment l'accès à nombre d'aides sociales. Au-delà, le Premier ministre lance une nouvelle attaque contre les fondements même de la Sécurité sociale, envisageant implicitement le développement de la capitalisation pour les retraites comme l'instauration de la TVA « sociale ».

Enfin la suppression de deux jours fériés est emblématique d'une politique qui fait toujours porter au monde du travail l'essentiel des efforts demandés. Ainsi le gel des barèmes de l'impôt va mécaniquement augmenter ceux des plus bas revenus.

La FSU est déterminée à défendre le modèle social et les services publics, seuls à même d'assurer la solidarité, la cohésion, la justice sociale et la nécessaire rupture écologique. Alors que l'extrême droite prospère en France et que la situation internationale est tendue, la FSU réaffirme aussi son engagement pour la paix.

Elle appelle les agent.es des services publics à s'informer et à débattre de ces annonces et de leurs conséquences. La FSU s'engagera pleinement pour construire, avec les autres organisations syndicales, les mobilisations indispensables pour gagner d'autres choix budgétaires, sociaux et écologiques.